

Les étudiants de Paris 8 et la religion :

essai de mise en perspective sociale et historique

Charles Soulié, maître de conférences au département de sociologie,

Université Paris 8 Vincennes-St-Denis

(charles.soulie@univ-paris8.fr)

Conférence donnée au CISED le 12 février 2016

Introduction

L'exposé auquel j'ai pensé aujourd'hui s'intitule donc : « Les étudiants de Paris 8 et la religion : essai de mise en perspective sociale et historique ». Alors je ne suis pas un spécialiste de sociologie des religions. En effet, mes publications portent essentiellement sur l'histoire et la sociologie du monde académique. Mais depuis quelques temps, et en raison notamment de l'intérêt croissant que lui porte mon public étudiant à Paris 8, je m'intéresse à la religion et j'ai mené plusieurs enquêtes avec leur concours. Plus précisément en 2005, nous nous sommes intéressés par voie de questionnaires, entretiens à la question de la transmission familiale des croyances religieuses, comme aux opinions en matière de mœurs, sexualité et politique, des étudiants de licence de Paris 8. Université qui - je le rappelle- est située à Saint Denis.

Mon exposé sera en trois parties. Dans la première, je ferai un historique et un panorama rapides des différentes religions en France. Dans la seconde, je parlerai des rapports entre système éducatif et religion. Et pour finir, j'évoquerai les croyances des étudiants de Paris 8. Croyances qui, dans cet exposé, sont donc à concevoir comme la résultante de tout ce qui précède.

Alors pourquoi avoir adopté ce plan? Déjà afin d'échapper à un double enfermement : celui dans l'institution étudiée, en l'occurrence Paris 8 : et celui dans le présent. En effet, et en raison notamment de sa localisation dans le 93, Paris 8 a un public singulier. Et donc comprendre ce qui s'y passe suppose de resituer cet établissement, et plus particulièrement son public, dans l'espace académique francilien. Et donc de comparer.

De même, les religions ne sont pas des choses mortes et pétrifiées. Elles évoluent, ont une histoire, parfois fort mouvementée... Et donc comprendre les croyances des étudiants de Paris 8 d'aujourd'hui, suppose de faire un détour par cette histoire dont ils sont les héritiers. Et ce même si eux - comme leurs parents d'ailleurs - ne la connaissent pas vraiment, l'ont oubliée... Ou comme disait Durkheim : L'inconscient c'est l'histoire.

Alors en faisant ce détour par l'histoire, je cherche aussi à échapper aux effets d'imposition de problématiques qui – s'agissant des questions de religion et plus spécifiquement de l'islam – sont terribles aujourd'hui. J'ai donc essayé de distancier et de refroidir méthodiquement cet objet, de façon à me donner une chance de le construire autrement. Et de fait en sciences sociales, le chercheur construit son objet d'étude. Il ne le trouve pas tout fait dans le monde social. Et donc, il ne répond pas directement à la demande sociale, politique, etc.

Et une des techniques les plus puissantes dont les sciences sociales disposent pour rompre avec les évidences communes, le sens commun journalistique, politique ou autre, consiste à faire un détour par l'histoire. Car faire de l'histoire, c'est prendre conscience que les religions, mais aussi des institutions comme l'école publique ou privée, les aumôneries, etc., sont des productions historiques. Et qu'il en est de même d'ailleurs de nos catégories de penser, c'est-à-dire de nos principes de vision comme de division du monde. Et ces catégories de penser sont elles-mêmes étroitement ajustées au fonctionnement de ces institutions, elles font corps avec elles. Et par exemple, la conception française de la laïcité est étroitement liée à notre système d'enseignement, histoire nationale. Et c'est pourquoi d'ailleurs (et malgré notre génialité supposée...) elle n'est pas exportable telle quelle dans d'autres pays. Mais on pourrait aussi penser à la « démocratie » qui - elle aussi - ne s'exporte pas aussi facilement qu'une caisse de bouteilles de Champagne, ou de Coca Cola...

C'est pourquoi faire de l'histoire, c'est se donner les moyens d'explorer notre inconscient social et historique. Et par là de combattre les effets de ce que Pierre Bourdieu appelait « l'amnésie de la genèse ». Car nous oublions sans cesse notre histoire, qu'elle soit individuelle ou collective. Alors que paradoxalement c'est elle qui, en grande partie, explique ce que nous sommes, pensons, croyons aujourd'hui.

C'est donc à une promenade rapide dans le temps, comme dans l'espace, que je vous convie aujourd'hui, laquelle se conclura à Paris 8.

France « fille aînée de l'Église » ?

Alors si on adopte une perspective historique, la première chose à rappeler est que la France est un pays de tradition chrétienne. Ce que montrent bien d'ailleurs les paysages de nos villes, campagnes, généralement centrés autour de leur église. Et que sous l'Ancien régime, le catholicisme est religion d'État. Ainsi le roi était roi « de droit divin » et « sacré » à Reims par les plus hautes autorités religieuses. Et par exemple Louis 14 disait tenir son pouvoir de Dieu et même être son « lieutenant » sur terre. En fait, et comme nombre de sociétés d'Ancien régime, la France était réglée par règle du : « Un roi, une foi, une loi. » Et donc chaque « sujet » de sa majesté devait adopter la religion de son « souverain ». D'où d'ailleurs l'existence de migrations proprement religieuses plus ou moins forcées (*cf.* les Huguenots). De même sous l'Ancien régime - mais l'obligation canonique court toujours même si nombre de catholiques d'aujourd'hui semblent l'avoir complètement oubliée - l'assistance dominicale à la messe était obligatoire. Et les contrevenants étaient réprimés.

Le catholicisme était donc en situation de monopole ce qui explique que, jusqu'à la Révolution française les minorités religieuses, en l'occurrence les protestants, les juifs, mais aussi les incroyants et autres athées, seront plus ou moins persécutés (*cf.* guerres de religions, des Camisards, *etc.*). Alors si je rappelle ces choses élémentaires qui fleurent bon les manuels scolaires du second degré, c'est notamment pour faire comprendre que ce qu'on observe aujourd'hui dans d'autres pays du monde, et qui parfois peut nous choquer, a aussi existé en France autrefois, fut-ce sous d'autres formes. Et donc qu'il nous a fallu beaucoup de temps pour en sortir.

Alors sous l'impulsion notamment de la philosophie des Lumières et du principe de libre examen, la Révolution instaure la liberté de conscience comme de religion. Et celle-ci a trois effets principaux. Déjà de légaliser le pluralisme religieux. D'où d'ailleurs le soutien massif que les juifs, comme les protestants, apporteront à la révolution. Mais aussi de séparer état et religion, politique et religion, *etc.* Chose qui, aujourd'hui encore, n'a rien d'évident dans nombre de pays. Par exemple, pensez au cas des USA, ou encore à l'existence de partis chrétiens en Europe (CDU, démocrates chrétiens, *etc.*) Enfin plus largement, la Révolution française contribue au processus de sécularisation de la société française, c'est-à-dire à la perte d'emprise de la religion sur différents secteurs de la vie sociale. Par exemple en matière éducative, ou au plan des mœurs, *etc.* Et de fait, toutes les religions émettent des règles en matière d'éducation, de choix du conjoint, sexualité. Et par exemple, toutes obligent leurs « fidèles » à épouser quelqu'un de leur religion. Chose que la plupart des catholiques français semblent aussi avoir complètement oubliée. Or, le contrôle du choix du conjoint est un des éléments clefs de la reproduction du groupe...

Alors même si aujourd'hui en France ce processus de sécularisation semble particulièrement avancé - spécificité qui apparaît bien quand on visite d'autres pays fut-ce européens, et là je ne parle pas du Maghreb ou d'Afrique noire car alors, le dépaysement religieux est garanti... - il prendra des siècles et connaîtra nombre d'à coups, notamment au grès des changements de régime politique. Et de fait rappelons ici que pendant longtemps, le catholicisme sera un des plus fervents soutiens du régime monarchique.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, 80 à 90% des français se disent croyants, la plupart étant catholiques. Mais avec des variations très fortes selon les régions, classes sociales. Ainsi, le monde paysan de l'époque est encore très chrétien et très pratiquant, alors que la déchristianisation de la classe ouvrière est déjà bien avancée. D'où d'ailleurs le phénomène des prêtres ouvriers. C'est-à-dire des prêtres s'établissant dans le monde ouvrier afin de le réévangéliser.

Alors si l'on en croit les sondages, c'est à partir du milieu des années 1960, soit lors d'une période de modernisation économique et sociale accéléré, que le taux de croyants baisse fortement en France. Et après mai 68 ce processus de sortie de la religion s'accompagne d'un phénomène de politisation, radicalisation d'une partie de la jeunesse et dont l'université de Paris 8 Vincennes St Denis d'ailleurs est issue. Cette sortie de la religion est initié par les jeunes, suivis ensuite par leurs aînés. Et elle est solidaire aussi d'un mouvement très profond de transformation des mœurs.

Alors au passage, je tiens à souligner l'importance de ce mouvement notamment au plan des normes sexuelles, des rapports entre hommes/ femmes, des questions de genre, d'homosexualité, etc. Car aujourd'hui dans nombre de pays, comme dans nombre de milieux, subcultures religieuses en France, cette modernité choque. Et parfois même, fait l'objet d'un rejet plus ou moins viscéral. Car elle touche à certains fondamentaux anthropologiques : et déjà à la définition de ce que c'est qu'être un homme, ou une femme...

La France connaît donc une rupture tant religieuse, morale que politique à partir des années 60. Mais dans les années 90 s'opère un retour du balancier, contemporain aussi de la chute du mur et des espérances politiques associées. Alors certes en France, le catholicisme continue de décroître au profit notamment de l'incroyance, comme d'autres religions émergentes. Mais au plan des mœurs par exemple, on observe un retour aux valeurs traditionnelles contrastant avec le libéralisme antérieur. De même, il y a un regain des croyances dans une vie après la mort. On observe donc un revival religieux, mais qui prend des formes très variées selon les milieux.

Par exemple dans certains milieux les croyants, et plus spécialement ceux ayant des racines catholiques et disposant d'un certain capital scolaire, intellectuel, ont tendance à se fabriquer, bricoler eux-mêmes leur propre religion en mixant différentes traditions religieuses. Et ce faisant, ils prennent leur distance vis-à-vis d'une institution ecclésiale souvent jugée autoritaire dans son fonctionnement et archaïque au plan des mœurs (*cf.* les positions du pape concernant le préservatif, la sexualité, l'homosexualité, l'avortement, *etc.*) Et ce processus de détachement, individualisation va si loin que certains disent même inventer leur propre religion, voire leur propre Dieu. Ce qui, d'un point de vue traditionnel, est profondément hérétique, même si l'on peut aussi penser que c'est quelque chose de profondément « moderne ».

Tandis que dans d'autres milieux, on observe plutôt un réflexe inverse. C'est-à-dire une forme de repli, raidissement, tant identitaire, communautaire que doctrinal. Et qui s'exprime souvent au travers de la montée d'un certain fondamentalisme ritualiste et littéraliste accordant peu de place à l'interprétation personnelle, comme d'un certain rigorisme moral. Et ce mouvement touche l'ensemble des religions, même s'il est plus visible concernant l'islam ou le protestantisme évangélique.

Alors justement et en raison de l'immigration économique transnationale qui se développe à partir des années 1920 et qui vient notamment des pays du Maghreb et d'Afrique noire soit d'anciennes colonies, une quatrième religion va peu à peu s'implanter en France à côté du catholicisme, du protestantisme et du judaïsme : en l'occurrence l'Islam. Et c'est à partir de la fin des années 80, soit lors des débats publics autour du port du voile dans les établissements scolaires publics, que cette religion, d'initialement très discrète (en effet le premier islam, c'est-à-dire celui des pères, ou encore « l'islam des caves », était invisible) devient plus particulièrement visible. Ainsi aujourd'hui, la France accueille la communauté musulmane la plus importante d'Europe. En effet, elle compte entre 4 et 5 millions de personnes. Et l'Islam est même devenu la deuxième religion en France.

Caractéristique sociologique importante, il s'agit d'un Islam très populaire, attendu qu'à l'origine les immigrés qui en sont les porteurs (*träger* en allemand) sont très majoritairement ouvriers, d'extraction paysanne, ont généralement fait peu d'études, voire sont analphabètes. Et ceci explique la forte concentration de ces populations, et donc des mosquées, dans les quartiers périphériques, et les plus déshérités, des grandes villes, le passage par les bidonvilles (*cf.* celui de Nanterre par exemple), cités de transit, etc., ayant d'ailleurs initialement concerné la population la plus ancienne. Et il en est de même d'ailleurs de leurs enfants qui, en raison de l'effet conjugué des mécanismes de ségrégation sociale et scolaire, se retrouvent majoritairement dans les collèges et lycées publics des quartiers les plus populaires. Et plus spécialement d'ailleurs dans leurs filières professionnelles et technologiques. Mais j'y reviendrai, car ça touche de près à la population enquêtée, en l'occurrence celle des étudiants de Paris 8.

Alors ce recrutement social initial, combiné avec la faiblesse de l'encadrement religieux dans cette religion et qui explique notamment la récurrence des débats autour de la formation des imams en France (*cf.* le thème des « imams autoproclamés » ou « d'importation »), contribue aussi à expliquer le style de cette religion, le type d'attentes, besoins rituels et spirituels auxquels elle répond. Lesquels évoluent aussi en fonction des générations. Et de fait, les attentes religieuses des jeunes, et notamment des plus scolarisés d'entre eux ayant bénéficié des effets de la massification scolaire, diffèrent parfois fortement de celles de leurs parents n'ayant pas fait d'études.

Voilà pour l'islam, passons maintenant au protestantisme et plus exactement au protestantisme évangélique. Alors la première chose à dire ici est, qu'au plan mondial et contrairement à ce qu'on pourrait croire, la religion qui se développe le plus n'est pas l'islam, mais le protestantisme évangélique. Alors en France, cette religion est elle aussi portée par des populations plus ou moins en marge de la société. En effet dans le cas français, il s'agit le plus souvent de migrants originaires des Antilles ou d'Afrique centrale. D'où, par exemple, l'existence d'« églises noires ». Et ce public contraste fortement avec celui des églises réformées traditionnelles plus anciennes, bourgeoises et blanches... Et, pourrait-on ajouter, plus intellectualistes et de tradition plus libérale, notamment au plan des mœurs. Donc dans le protestantisme aussi, les écarts sociaux, religieux, moraux, et pour finir politiques, sont parfois très forts en fonction des milieux.

De manière générale toutes les religions sont travaillées par des contradictions internes plus ou moins fortes. Chose dont on n'a pas nécessairement conscience quand on n'en est pas membre soi-même. Et qui, d'ailleurs, conduit souvent à simplifier outrageusement ce qu'on ne connaît pas, ou comme on dit à faire des « amalgames ». C'est-à-dire ici à prendre la partie pour le tout.

Enfin, et pour conclure ce panorama express des différentes religions en France, et à côté du judaïsme dont je parlerai un peu plus loin, on peut évoquer l'essor du bouddhisme. Celui-ci est d'implantation récente. Alors certes, il était connu avant dans certains milieux intellectuels. Mais il faut attendre les années 1960/70 pour qu'il commence à se diffuser plus massivement. Alors le bouddhisme français est un bouddhisme de convertis et qui attire plutôt

des personnes d'origine sociale relativement élevée, à fort capital culturel et de culture catholique. C'est un bouddhisme très occidentalisé et qui n'a pas grand-chose à voir avec celui qui se pratique dans les pays d'origine. En effet en France, il est plutôt vu comme une sagesse de vie proche des aspirations quotidiennes et favorisant notamment l'équilibre tant physique que psychologique.

La ségrégation sociale et religieuse dans le second degré

Alors après cet historique et panorama rapides des différentes religions en France - qui bien évidemment mériteraient d'être amplement enrichis, discutés - passons maintenant à la question des rapports entre système éducatif et religion, ce qui nous permettra alors de nous rapprocher un plus des étudiants de Paris 8.

Alors tout d'abord il faut rappeler qu'historiquement en France c'est l'Église qui, parce que l'État ne s'en préoccupait pas, avait le monopole de l'enseignement. Ce qui n'est pas sans rappeler ce qu'on observe d'ailleurs dans l'histoire d'autres pays. Pensez par exemple au phénomène des écoles coraniques, ou encore au mouvement contemporain de rejet de l'école occidentale visible en Afghanistan ou représenté par Bokoharam dont le nom - je le rappelle - signifie littéralement « L'éducation occidentale est un pêché » et qui sévit actuellement au Nigeria. En fait, l'instauration d'un système d'enseignement public, laïc et gratuit, est quelque chose de relativement récent en France, attendu qu'elle date de la fin du 19^{em} siècle. C'était là un enjeu politique très important et qui donnera lieu d'ailleurs à d'âpres batailles politiques plus ou moins oubliées. Et pour mémoire je rappellerai que jusqu'à il y a peu, et ce afin notamment d'éviter toute « contamination » de la jeunesse chrétienne par les idées matérialistes, positivistes, etc., l'Église catholique - qui accorde aussi un primat à l'éducation sur l'instruction, c'est-à-dire à un enseignement comprenant aussi une forte dimension morale et religieuse et donc pas qu'intellectuelle - obligeait ses fidèles à placer leurs enfants dans des écoles catholiques.

Alors tout cela explique pourquoi, aujourd'hui en France, existent deux systèmes d'enseignement, un public et un privé, ce dernier étant à plus de 95% catholique. Et en 2013, le privé scolarise 21,2% des élèves du second degré. Sachant qu'alors – fait très intéressant pour nous – ce taux est deux fois plus élevé à Paris qu'en Seine Saint Denis. Et de fait, il ne s'agit pas des mêmes mondes... Alors justement, et si on étudie le recrutement social, puis religieux, de ces deux systèmes au plan national, on observe qu'il est très différencié.

	Public					Privé				
	Favorisée A	Favorisée B	Moyenne	Défavorisée	Total	Favorisée A	Favorisée B	Moyenne	Défavorisée	Total
1 ^{er} cycle	18,9%	13,2%	26,3%	41,7%	100%	33,5%	14,2%	30,8%	21,5%	100%
2 ^{em} cycle gen et tech	29,1%	17%	25,9%	28,1%	100%	43,3%	15,2%	26,7%	14,8%	100%
2 ^{em} cycle prof	6,9%	10,9%	26,5%	55,7%	100%	14,3%	15%	33%	37,7%	100%
Ensemble	20,1%	13,9%	26,2%	39,8%	100%	33,8%	14,6%	29,9%	21,7%	100%

Tableau n° 1: Élèves du second degré selon la catégorie sociale de la personne responsable de l'élève en 2008-2009

Source : Ministère de l'éducation nationale, *Repères et référence statistiques*, 2009, p. 97.

Ici, je vous invite déjà à regarder le tableau n°1 intitulé : Élèves du second degré selon la catégorie sociale de la personne responsable de l'élève en 2008-2009. Lequel croise donc le secteur et le cycle, avec l'origine sociale des élèves. En effet, sa dernière ligne intitulée « Ensemble » montre que l'enseignement public compte nettement plus d'enfants d'origine « défavorisée » (39,8%) que le privé (21,7%). Alors que le privé compte nettement plus d'enfants d'origine « favorisée A » (33,8%) que le public (20,1%).

Mais ce ne sont que des moyennes. En effet, et si on entre cette fois dans le détail des cycles ces écarts – déjà bien visibles dès le premier cycle - sont nettement plus importants. Et, comme on pouvait s'y attendre, c'est dans le public et plus spécialement en second cycle professionnel - soit dans une filière souvent perçue comme une filière de relégation et où d'ailleurs l'absentéisme, le décrochage, les violences scolaires, etc., sont les plus répandus - que la proportion d'enfants d'origine défavorisée est la plus élevée. En effet, ils y sont nettement majoritaires (55,7%).

Alors ces différences de recrutement social, mais aussi scolaire, se répercutent ensuite au plan religieux. C'est ce que montre bien le tableau n°2 intitulé : Répartition confessionnelle des répondants se reconnaissant une appartenance religieuse : école publique et école privée

Tableau n°2 Répartition confessionnelle des répondants se reconnaissant une appartenance religieuse : école publique et école privée

	École publique	École privée
Catholiques	29%	68%
Chrétiens	23%	23%
Musulmans	32%	0,04%
Protestants	0,06	0,02%
Autres	0,05%	-
Juifs	0,03%	-
Sans réponse	16%	9%
Total	100%	100%

Source : Bérengère Massignon, « L'enseignement privé catholique », in Céline Béraud et Jean-Paul Willaime (dir.), *Les Jeunes, l'école et la religion*, Bayard, 2009, p. 208.

En effet, parmi les collégiens et lycées se reconnaissant une appartenance religieuse, et donc en ôtant du calcul les non croyants, on note que les catholiques déclarés rassemblent moins d'un tiers des élèves du public contre plus des deux tiers du privé. Mais le public compte près d'un tiers d'élèves musulmans, alors que ces derniers sont pratiquement absents du privé. Ce qui s'explique, entre autres, par le faible développement de l'enseignement privé musulman, le coût des études dans le privé, etc. Et assure, *de facto*, un recrutement nettement plus populaire, ainsi qu'une clientèle captive d'ailleurs, à l'enseignement public. De même, la proportion d'élèves n'ayant pas défini leur religion, croyance est nettement supérieure dans le public.

Alors le fait que l'enseignement public dispose d'une clientèle captive d'élèves d'origine populaire n'est pas spécifique à la France. Et on l'observe par exemple en Afrique, comme au Brésil par exemple où l'enseignement public secondaire, qui est souvent sous financé et d'assez mauvaise qualité, est essentiellement fréquenté par les classes populaires, tandis que le privé, qu'il soit confessionnel ou autre, est de meilleure qualité et réservé aux riches. Si je signale ce phénomène, c'est qu'à la faveur des politiques néolibérales actuelles cela représente un des devenir possibles de l'enseignement public en France.

Pour achever cette description des rapports entre religions et système d'enseignement, parlons du judaïsme qu'en raison de ses modalités d'échantillonnage comme de la faiblesse quantitative de ce groupe religieux, l'enquête précédente ne permet pas vraiment d'étudier. Alors si la première moitié du XXe siècle verra la lente décadence des écoles juives en France, depuis une trentaine d'années leur redémarrage est spectaculaire. À tel point qu'aujourd'hui, et pour la première fois dans l'histoire de la République, l'école républicaine ne scolariserait plus la majorité des enfants juifs. Alors selon Joëlle Allouche-Benayoun, auteure d'un article sur le sujet, ce phénomène s'expliquerait par trois facteurs. Le premier est celui de l'arrivée en métropole des juifs rapatriés d'Afrique du Nord après la décolonisation, une population plus religieuse que les juifs déjà installés en France métropolitaine. Le second est lié à une volonté, dans cette communauté, de préserver et transmettre l'identité juive. Enfin, le dernier s'explique par un désir de protection face au regain d'antisémitisme dans certains établissements publics.

En conclusion de cette seconde partie on peut dire que, pour des raisons historiques, le système scolaire français est socialement, et par conséquent religieusement, fortement ségrégué. Et on peut penser qu'à la faveur du développement récent d'un réflexe communautaire plus ou moins vif touchant l'ensemble des religions depuis les années 90 (même si à chaque fois, il se fonde sur des raisons différentes), cette ségrégation tend même à s'amplifier. Ce qui, je pense, n'est pas sans incidence politique. Et permet sans doute de mieux comprendre ce qui se passe dans l'enseignement public français.

En effet, et à la faveur du recul démographique progressif du catholicisme et du repli probable de sa couche la plus fervente - dont une part se sent manifestement de plus en plus minoritaire dans le paysage religieux français (*cf.* le développement récent du thème de la « cathophobie » qui, fort symptomatiquement, suivra donc celui sur « l'islamophobie ») - vers l'enseignement privé confessionnel, on peut se demander si l'enseignement public ne tend pas à se polariser de manière croissante entre deux publics : celui des non croyants et celui des musulmans. Sachant que, du côté enseignant, on a sans doute à faire à une majorité de non croyants. Ce qui, localement, n'est pas sans exacerber les tensions idéologiques et permet sans doute de mieux comprendre les problèmes liés au port du voile dans l'enseignement public. Et explique sans doute aussi pourquoi, après les attentats de janvier 2015 contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, des élèves - notamment de filières technologiques et professionnels de certains établissements populaires - aient rompu avec le consensus national en ne sentant pas vraiment Charlie. Consensus fort relatif d'ailleurs, car assez diversement partagé selon les religions et le degré de pratique de leurs fidèles respectifs.

Alors l'existence de ces mécanismes de relégation sociale, scolaire et *de facto* religieuse, contribuent donc à produire - ou à renforcer c'est selon - celle de microcosmes sociaux, et par conséquent religieux, plus ou moins autonomes et puissants. Et dans ce cadre, les différentes religions disposent de moyens institutionnels forts inégaux pour assurer leur reproduction.

Ainsi concernant le catholicisme on sait qu'en raison de l'ancienneté comme de la profondeur de son implantation en France, il dispose de tout un réseau paroissial, scolaire, d'associations de jeunesse, etc., extrêmement développé. Qui au 19^{em} siècle d'ailleurs, servira de support à une sorte de contre société qui s'opposera déjà à l'établissement du régime républicain, se battra contre les empiètements de l'état en matière d'éducation ou autre, *etc.*

Alors en raison de son implantation récente en France, comme de son mode de structuration interne (absence de clergé au sens où nous l'entendons en Europe), l'islam ne dispose pas encore d'un tel réseau. Et par exemple, il n'existe aucune aumônerie musulmane dans l'enseignement public. Il y en a certes dans les prisons, comme à l'armée - ce qui d'ailleurs est assez symptomatique du recrutement social de ces deux institutions - mais pas dans les écoles publiques qui, pourtant, les scolarisent massivement. Ce qui, on peut le supposer, n'est pas sans effet sur la formation, tant religieuse qu'intellectuelle, des jeunes musulmans de France.

Donc, il ne faut pas être myope. En effet, et pour des raisons tant démographiques, sociales qu'historiques, toutes les religions ne disposent pas de la même infrastructure sociale, institutionnelle, éducative. Et donc de la même puissance pour se faire entendre, comme pour se reproduire. Et ici, il serait sans doute intéressant d'introduire le judaïsme, comme le protestantisme, dans cette comparaison. Ce qui, conjugué avec le caractère de classe plus ou moins marqué du recrutement social de ces différentes religions, n'est pas sans effet tant au plan symbolique que politique. Et par exemple, il suffit de voir les difficultés que rencontrent les bâtisseurs de mosquées pour prendre conscience de la chose. Mais on pourrait aussi penser aux évangéliques avec leurs églises de fortune souvent situées dans des usines, garages, terrains vagues, etc. De même, on peut penser que la précarité sociale, institutionnelle de ces différentes religions a des effets proprement spirituels.

Enfin, il ne faut pas oublier le passif colonial, voire esclavagiste et là je pense plus particulièrement aux évangélistes, à l'arrière plan tout cela. En effet, l'islam est aussi la religion de peuples anciennement colonisés par la France. Ce qui en fait alors une ressource intellectuelle particulièrement légitime, car censée être l'expression d'une culture spécifique. Laquelle peut ensuite être au fondement d'une communauté potentielle (*l'oumma*).

Je dis bien potentielle. Car, et comme l'attestent notamment les pratiques en matière de choix du conjoint, les différences d'origine nationale, ou de couleur de peau, jouent encore un rôle très important en ces matières. Mais on peut aussi penser à la spécialisation des mosquées en fonction des nationalités. Et c'est ce qui explique que cette communauté, plus ou moins fantasmée, est encore très virtuelle.

En fait ici, on peut se demander s'il ne faut par voir dans l'islam de France comme une forme de contre, ou de subculture religieuse de classe potentielle, et à soubassement néo colonial

implicite... Et donc comme une configuration tant sociale qu'idéologique d'un genre nouveau plus ou moins aboutie donc, excédant quelque peu nos catégories de pensée politiques ordinaires, elles-mêmes issues d'une histoire ancienne, et fort singulière, et que nous avons d'ailleurs quelque peu oubliée. D'où, sans doute, les difficultés que nous rencontrons pour penser ce complexe social et religieux original.

Tout cela pour dire que les différentes religions ne sont pas égales en France. Et qu'elles ne jouent pas non plus le même rôle, ne répondent pas aux mêmes besoins pour les différents groupes sociaux qui en sont les porteurs, groupes dont on a vu qu'ils sont aussi socialement fortement différenciés. Ce qui explique sans doute certaines incompréhensions mutuelles.

On voit donc que l'assise sociale, scolaire, institutionnelle, mais aussi intellectuelle, des différentes religions diffèrent profondément. Et que ça n'est pas prêt de changer... En effet, et si l'on s'en tient simplement au système scolaire dont on sait aussi qu'il joue aussi un rôle essentiel dans la reproduction des différentes classes sociales, et donc des inégalités sociales, on peut penser que les intérêts sociaux, politiques associés à la conservation en l'état de ce système - dont a vu pourtant qu'il est hautement ségrégatif et générateur de nombre d'effets pervers - sont formidables. Et donc qu'il n'est, comme on dit ordinairement, que difficilement «réformable»... Et ici, il suffit par exemple de voir ce qui se passe quand on commence à vouloir toucher à la carte scolaire, ou d'étudier les stratégies éducatives particulièrement subtiles des familles aisées visant à contourner les effets de la sectorisation. Ou encore de se souvenir de ce qui s'est passé quand, arrivant au pouvoir en 1981, les socialistes ont voulu créer un grand service public unifié d'éducation...

Et sans doute est-ce le rôle de l'historien, comme du sociologue, de rappeler le poids comme l'inertie redoutables, de ces compromis tant sociaux qu'historiques qu'une hypocrisie sociale de gauche comme de droite, et donc assez largement partagée, ainsi que l'amnésie de la genèse conjugquée avec une approche purement intellectuelle, ou «spirituelle», du phénomène religieux tendent à refouler.

Les étudiants de Paris 8 et la religion

Alors comme on va le voir maintenant, la structuration tant sociale que religieuse mise en évidence précédemment dans l'enseignement public se retrouve à Paris 8. Et elle est même amplifiée par les mécanismes d'orientation post baccalauréat. Mais avant de décrire les croyances religieuses de ses étudiants, il faut rappeler brièvement l'histoire de cette institution. Car en découle un héritage politique, idéologique spécifique.

En effet, Paris 8 est l'héritière de l'ancienne université de Vincennes autrefois située au cœur du Bois de Vincennes. Soit d'une université fondée en 1968 par des étudiants et enseignants critiquant l'université à l'ancienne et plus particulièrement la Sorbonne. Dès l'origine donc, elle concentre une forte proportion d'étudiants, comme d'enseignants et de membres du personnel administratif et technique particulièrement politisés et souvent fort éloignés de la religion, attendu que nombre d'entre eux se réclament du marxisme, freudisme,

nietzschéisme, *etc.* Et donc nombre de Vincennois se feront les vecteurs d'un mode de vie « libéré », notamment au plan des mœurs.

En effet à l'époque je le rappelle, la France est dans une période de sortie de la religion. Et dans certains secteurs de la jeunesse la politique semble même avoir remplacé la religion. Car toute était politique que ce soit le rapport pédagogique (souvent pensé comme un rapport de domination), le rapport salarial (souvent pensé comme un rapport d'exploitation), les rapports entre parents et enfants, entre les sexes, et plus généralement l'ensemble de la vie quotidienne. Tandis qu'aujourd'hui, et avec l'effondrement des grandes espérances politiques, on assiste plutôt à un retour, plus ou moins inattendu du religieux, censé pourtant disparaître en raison du développement de la sécularisation dans les sociétés modernes. Lequel ne concerne d'ailleurs pas que la France et prend des formes très variées.

Mais en 1980 Paris 8 est autoritairement déménagée à Saint Denis. Soit dans un département particulièrement populaire comptant une forte proportion d'immigrés comme d'étrangers. Ce qui contribue alors à transformer profondément son public.

	Cadre supérieur, profession libérale	Profession intermédiaire	Artisan, commerçant	Employé	Ouvrier	Retraité	Non réponse	Effectif
Paris 2	50,1	7,5	10,9	9,4	3,6	7,5	10,9	16 320
Paris 4	45	9,5	6,6	9	3,9	8,2	17,8	23 138
Paris 10	44,7	10,5	7,3	14,1	4,6	7	11,9	30 257
Paris 6	43,9	9,6	7,2	9	5,1	5,7	19,5	29 141
Paris 1	41	7,7	7,5	10,9	3,9	8,1	20,8	38 310
Paris 11	36,3	9,9	5,6	8,8	4,7	3,1	31,7	26 348
Paris 13	36,2	10	5,5	15,1	5,8	5,6	21,8	20 196
Paris 5	35,8	8,1	6,7	7,7	4,2	6,5	30,9	31 137
Évry	31,9	15,9	8,2	11,4	11,5	8,4	12,7	10 153
Paris 3	31,7	11,2	6,6	9,2	5,2	6,9	29,2	17 347
Paris 8	31	16,4	8	14,5	9,6	8,4	12,1	23 759
Paris 7	29,8	7,7	4,7	10,2	3,7	3,5	40,5	25 769
Paris 12	27,5	19	7,5	14,9	12,5	7,8	10,8	25 008
Marne	26,9	13,4	6,8	11,7	9,2	7,1	24,9	11 018
UVSQ	24	7,6	7,3	9,4	9,6	14,4	27,7	14 765
Cergy	19,5	14,1	5,8	14,4	13	7,7	25,5	11 745

Tableau n 3: L'origine sociale des étudiants des universités franciliennes en 2005

(tous cycles confondus)

Sources : MESR-DGESIP/DGRI-SIES : SISE, PAPESR, en collaboration avec L. Frouillou

Ainsi, le tableau trois montre que Paris 8 fait partie des universités franciliennes comptant le moins d'enfants de cadres supérieurs, professions libérales, et le plus d'enfants d'employés, ouvriers. Ce qui la rapproche alors d'autres universités de proche, ou grande banlieue de création plus récente, comme celles d'Évry, Cergy, ou Marne la Vallée, universités de proximité dont l'essentiel du public est inscrit en premier cycle. Corrélativement à ce recrutement social, son public est scolairement moins doté. Autant de caractéristiques qui la distinguent fortement des universités de Paris centre. Ou, comme le dit Fabien Truong, du « blanc Paris »...

Enfin autre caractéristique importante de Paris 8, c'est l'université française ayant la plus forte proportion d'étudiants étrangers. Et la majorité d'entre eux viennent de pays du Maghreb et d'Afrique noire. Soit de pays très religieux où l'islam tient souvent une place très importante et où l'Etat d'ailleurs n'est pas nécessairement séparé de la religion, voire s'y

identifie (cas de l'Algérie par exemple). Alors maintenant que j'ai fini de décrire le public de Paris 8, on peut finir par s'intéresser à ses croyances religieuses.

	Sans religion, N.R, athée	Musulman	Catho	Chrétien	Protestant	Autres religions, croyances	Total	Effectifs
Français	55,7%	14,6%	11,2%	5,7%	2,7%	10,1%	100%	1015
Européens	50%	1,4%	20,8%	5,6%	2,8%	19,4%	100%	72
Maghrébins	8,2%	87,7%	0%	0%	0%	4,1%	100%	73
Afrique noire	3,6%	57,1%	16,1%	7,1%	10,7%	5,4%	100%	56
Asie	43,2%	24,3%	5,4%	5,4%	5,4%	16,2%	100%	37
Amérique et autres	51,9%	0%	22,2%	3,7%	7,4%	14,8%	10%	27
Ensemble	49,9%	19,8%	11,4%	5,4%	3%	10,4%	100%	1280
Effectifs	639	254	146	69	39	133	1280	

Tableau n° 4: **Les croyances des étudiants de licence de Paris 8 en 2005 en fonction de leur nationalité**

Alors ici, je commenterai déjà le tableau n°4 intitulé : Les croyances des étudiants de licence de Paris 8 en fonction de leur nationalité. Et je m'intéresserai d'abord à son avant dernière ligne, surlignée en gras, sachant que les % sont en ligne. Alors celle-ci nous apprend déjà qu'à Paris 8, le taux de sans religion s'élève à 49,9%. Ce qui est nettement plus élevé que la moyenne nationale qui, en France et pour l'ensemble de la population en 2007, tournait autour de 33%. Et s'explique sans doute, en partie, par l'âge de la population enquêtée. En effet, on sait que la proportion de croyants augmente généralement avec l'âge. Mais sans doute aussi par l'héritage laïc, et militant, de cette université.

Ensuite, on voit que dans cette université les musulmans (19,8%) sont nettement plus nombreux que les catholiques (11,4%), les chrétiens (5,4%), ou les protestants (3%), sachant qu'une partie des protestants se sont sans doute déclarés chrétiens. Le dernier groupe, en l'occurrence celui des « Autres religions, croyances » (10,4%) est particulièrement composite. Il comprend déjà les juifs, bouddhistes et orthodoxes, qui rassemblent à peine plus de 3% des enquêtés. Mais surtout, il regroupe les adeptes de croyances un peu vagues et plus ou moins « bricolées » et généralement non instituées : en l'occurrence croyance en « une force », « en l'homme », en la « nature », etc.

Le catholicisme est donc minoritaire à Paris 8. Et ce alors qu'en 2007, on compte 57,2% de catholiques au niveau de la France entière. Ce qui s'explique par la localisation, réputation, composition facultaire, comme par les particularités du recrutement de cet établissement. Lesquelles agissent comme autant de filtres *a priori* favorisant certains recrutements et en écartant d'autres et contribuant notamment à une amplification des phénomènes de ségrégation précédemment décrits au niveau de l'enseignement secondaire.

Par exemple sa réputation de « fac de gauche », voire d'extrême gauche, forte de tout un héritage post soixante-huitard et intellectuel d'avant-garde exerce un effet de signal et contribue à attirer certains étudiants particulièrement militants (et laïcs) arrivant notamment de province comme de l'étranger, ou insatisfaits du conservatisme d'établissements plus

traditionnels. Et notamment des étudiants de sensibilité anarchiste dont certains - dignes héritiers des Hébertistes parisiens qui en 1793, je le rappelle, se lanceront notamment dans une opération de déchristianisation de la France aboutissant notamment à la destruction de nombre d'édifices religieux - ont par exemple pour devise : « Ni Dieu ni maître ».

De même, la présence importante d'étudiants étrangers, comme d'enfants d'immigrés, dans cette université, en fait un lieu attractif, voire même un refuge, pour certaines franges de ces populations. Par exemple Salima, une étudiante de 23 ans titulaire d'un baccalauréat professionnel inscrite en L 2 de sociologie mais vivant dans un quartier assez bourgeois de Paris où, dit-elle, « *il n'y a pas d'étrangers* », et qui à plusieurs reprises se fera agresser dans la rue en raison de son voile, explique que : « *Y a qu'à Paris 8 où je me sens en sécurité (rires). Avec tous ces gens venus d'ailleurs, et beaucoup de filles voilées. Tu vois, j'me sens plus à l'aise ici que dans ma propre ville, qui est à 30 minutes même pas (rires)* ». Il en est de même pour nombre d'étudiants étrangers attirés par la réputation particulièrement cosmopolite et accueillante de Paris 8 et qui, souvent, viennent alors y rejoindre des compatriotes, ou de la famille résidant déjà en région parisienne, après être initialement passés par une université de province. D'où parfois la constitution de véritables filières de recrutement centrées sur une ville (Oujda, Bejaia, etc.), un établissement (Faculté des langues, arts et sciences humaines de Bamako), etc.

Inversement cette réputation politique, ce recrutement social, scolaire, sa localisation dans le 9-3, etc., peuvent avoir un effet repoussoir, voire stigmatisant, pour des étudiants parisiens, ou autres, d'origine plus bourgeoise, catholiques et plus spécialement pour les plus croyants et pratiquants d'entre eux, souvent plus orientés à droite et qui spontanément, et dans la continuité aussi de leur orientation préférentielle vers le privé dans le secondaire, optent plutôt (quand ils en ont les moyens scolaires, sociaux, économiques), pour d'autres établissements plus classiques et élitistes de Paris centre et des filières plus valorisées socialement : par exemple pour les classes préparatoires, Science po, etc. Sachant que dans ces milieux l'université publique (hormis les facultés de médecine, et éventuellement celles de droit) est aussi souvent très dévalorisée.

Mais on peut aussi penser aux étudiants d'origine juive un peu croyants qui, malgré la proximité spatiale de Sarcelle et en raison notamment de l'ancrage tant social, politique que religieux de Paris 8, évitent le plus souvent de s'inscrire dans cette université souvent perçue comme « pro palestinienne ». D'où d'ailleurs le fait que les rares juifs qu'on rencontre à Paris 8 soient le plus souvent des héritiers de la tradition juive laïque de gauche, voire révolutionnaire, qui a joué un rôle si important dans les mouvements d'extrême gauche en France des années 60.

Alors si on en revient maintenant au tableau n°4 et qu'on entre à l'intérieur afin d'étudier l'effet de la nationalité sur les croyances des étudiants, on observe déjà que c'est chez les français que la proportion de sans religion est la plus forte. On retrouve alors la tradition laïque de cette université. Alors qu'elle est particulièrement faible chez les étudiants venant du Maghreb, comme d'Afrique noire, qui le plus souvent sont musulmans. Et de fait, on sait que dans ces sociétés, pays, la religion a un caractère quasi obligatoire. Et donc que se

déclarer publiquement non croyant, ou athée, est impossible, ou mieux impensable. Alors que dans les années 60, c'est-à-dire au temps de la décolonisation, des guerres d'indépendance, l'ambiance était nettement plus laïque puisque l'heure était au socialisme...

Ce tableau permet donc d'évaluer l'impact de la nationalité sur les croyances religieuses. Mais comme vous l'aurez sans doute remarqué, il montre aussi que même chez les étudiants français, la religion majoritaire est l'Islam. En effet, les musulmans y sont plus nombreux que les catholiques par exemple. Ce qui renvoie à l'importance des enfants d'immigrés dans cette université, dont la majorité a la nationalité française.

Alors il est particulièrement difficile de distinguer les étudiants en fonction de leurs « origines ». En effet, et si pour des raisons bureaucratiques la nationalité est relativement facile à déterminer, celle des « origines » est infiniment plus complexe et pose de surcroît nombre de problèmes éthico politiques. Je m'y suis quand même lancé, tout en ayant bien conscience du caractère très imparfait de cette catégorisation qui ne peut donc offrir qu'une approximation.

Alors la typologie étudiante que j'ai fabriquée combine critères géographiques, de nationalité et de langue. Et elle m'a permis de distinguer trois groupes. Le premier que, de manière purement conventionnelle, j'ai appelé celui des « français d'origine », rassemble les étudiants ayant fait leurs études secondaires en France et dont le père est français. Il rassemble 58,7% des répondants. Le second est celui des « enfants d'immigrés » ayant fait aussi leurs études secondaires en France, mais dont le père est étranger (22,9%). Enfin le troisième, celui des « étrangers », rassemble les étudiants ayant fait leurs études secondaires à l'étranger (18,4%). Nombre d'enfants d'immigrés n'ayant pas acquis la nationalité française, j'ai choisi de privilégier la variable du lieu des études secondaires pour déterminer la nationalité des étudiants. En conséquence, il n'était pas possible ensuite de tenir compte de la variable nationalité *stricto sensu* pour construire la catégorie des étudiants étrangers.

	Sans, NR, athée	Musulman	Catho	Chrétien	Protestant	Autres religions, croyances	Total	Effectifs
Français d'origine	65,9%	4,8%	12,4%	5,1%	2,7%	9,2%	100%	751
Enfants d'immigrés	24,5%	44,2%	9,4%	6,8%	2,3%	12,8%	100%	265
Étrangers	29,9%	38,3%	10,6%	4,9%	4,9%	11,4%	100%	264
Ensemble	49,9%	19,8%	11,4%	5,4%	3,0%	10,4%	100%	1280
Effectifs	639	254	146	69	39	133	1280	

Tableau n°5 : Les croyances des étudiants de Paris 8 en fonction de leurs origines

Alors le dernier tableau est relatif aux croyances des étudiants en fonction de leurs origines. Il apparaît déjà que les français d'origine sont 65,9% à ne pas être croyants. Soit près des deux tiers... Et que chez eux, et parmi les croyants, c'est le catholicisme (12,4%) qui est la première religion. Bref, l'incroyance domine largement chez les français d'origine et le catholicisme y est réduit à la portion congrue. Ce qu'on peut rapporter aux évolutions

contemporaines du catholicisme en France qui perd plus en plus de « fidèles », tandis que nombre des fidèles restants sont plus des catholiques « culturels » que des croyants vraiment engagés. Par contre on observe que les étrangers, comme les enfants d'immigrés sont très majoritairement croyants, la majorité étant musulmans. Et que les enfants d'immigrés sont même plus croyants que les étrangers. Alors ici, il serait sans doute très intéressant de comparer la religiosité des enfants d'immigrés à celle de leurs parents qui, généralement, ont fait beaucoup moins d'études. Mais ce serait ouvrir un nouveau chapitre et je vais donc conclure.

Conclusion

Alors en faisant ce long détour préalable par l'histoire religieuse de la France, comme de son système d'enseignement, j'ai essayé de me donner les moyens de mieux comprendre ce que j'observais dans mon microcosme social, en l'occurrence l'université de Paris 8. Et de fait, on voit bien que le positionnement religieux des étudiants de Paris 8 s'explique tant par cette histoire, que par la position relative de cette université dans l'espace académique francilien, les mécanismes de ségrégation tant sociale, que religieuse, les processus d'orientation des étudiants, etc. Et c'est pourquoi d'ailleurs les incroyants forment le groupe majoritaire, tandis que les musulmans y sont plus nombreux que les catholiques. Ce qui n'est pas sans rappeler le phénomène de bipolarisation croissante observé dans l'enseignement secondaire public.

Alors tout cela pose ensuite la question de la cohabitation idéologique de ces différents groupes, qui sont aussi fortement différenciés socialement. Et notamment de leur représentation politique. Et de fait, la sociologie politique montre qu'en France la religion, et surtout le degré de pratique religieuse, est un des plus puissants déterminants du vote. Alors approfondir cette question passionnante, et brûlante, mériterait beaucoup de temps. Mais comme je souhaiterais pouvoir bénéficier de vos remarques, je vais m'arrêter ici et en profite pour vous remercier de la générosité de votre écoute.

Sommaire

Introduction	1
France « fille aînée de l'Église » ?	2
La ségrégation sociale et religieuse dans le second degré.....	6
Les étudiants de Paris 8 et la religion.....	10
Conclusion	16